

EDITO MENSUEL

Double face

Les Etats-Unis sont-ils le nouvel eldorado ? Du point de vue européen les chiffres de l'économie américaine ont de quoi susciter envie et gourmandise. Un taux de chômage historiquement bas, une croissance qui frise les 4% et une inflation maîtrisée. Les Etats-Unis restent la place forte de la croissance mondiale des pays dit développés. Néanmoins, afin de se faire sa propre idée, les équipes de C&M Finances se sont rendues sur place. L'économie américaine peut-elle conserver une telle vigueur ? Quelle Amérique sous la présidence de Donald Trump ? Nous avons donc décidé, à l'occasion des élections de mi-mandat, de rencontrer économistes et gérants.

A l'unisson, il est clair que le rythme de la croissance américaine est intenable. Le ralentissement de la croissance en Europe et en Asie et les difficultés des émergents plaident pour une croissance moins forte outre-Atlantique. Rappelons, que la croissance potentielle américaine se situe à 1,7%, loin des 3,5% affichée au 3^e trimestre en rythme annuel. Mais quelques inquiétudes commencent à poindre. L'investissement cale car les entreprises sont conscientes que le rythme effréné de la croissance US ne peut durer. Les salaires ont augmenté certes de 3,1% mais avec une inflation à 2,5%, l'augmentation réelle des salaires est inférieure à 1%. Pas illogique, les entreprises jouent la modération des salaires mais favorisent les avantages...qui pourront être supprimés en cas de coup de mou. Ce qui ne semble pas le cas actuellement avec un taux de chômage à 3,7%. Un taux qui pourrait descendre à 3% dans la mesure où la réserve de main d'œuvre disponible reste encore conséquente.

Mais si l'économie américaine crée des emplois, la plupart de ces « jobs » ne sont pas ou mal qualifiés. Et le problème de la formation professionnelle aux Etats-Unis ou plutôt du manque de formation professionnelle pourrait nuire à la bonne marche de l'économie américaine. Des millions de salariés sont dans l'obligation de cumuler plusieurs travaux afin de pouvoir subvenir à leurs besoins. L'éducation n'y échappe pas et des maitres et maitresses cumulent plusieurs emplois. Un monde du travail qui se veut précaire. Les Etats-Unis sont également marqués par une vraie dislocation entre les deux côtes et le midwest. L'arrivée de Donald Trump à la tête du pays n'a fait qu'exacerber ce sentiment entre deux américaines qui n'arrivent plus à communiquer et qui s'opposent. D'aucun évoque la guerre de sécession comme une menace tant la confrontation entre les Républicains et les Démocrates est remplie de ressentiment. Nous n'en sommes pas là mais dans cette Amérique, tout est possible... le pire comme le meilleur.

Rédaction achevée le 13/11/2018

Pascal Chiarla - C&M Finances

QUESTIONS DU MOIS

De nouvelles négociations en vue ?

Le mois dernier, le baril de pétrole s'envolait pour le plus grand regret de D. Trump qui voulait un pétrole bon marché afin d'aborder les élections de mi-mandat dans les meilleures conditions. Depuis, le pic d'octobre atteint le 3 octobre dernier, le WTI s'est effondré passant de 76 USD à 56 USD. Un cauchemar pour l'Arabie Saoudite qui compte coûte que coûte stabiliser les cours du pétrole en réduisant sa production d'1 millions de barils par jour. La Russie a d'ores et déjà indiqué qu'elle s'alignerait sur l'Arabie Saoudite. Le sommet de l'OPEP qui se tiendra à Vienne le 5 décembre prochain sera donc l'occasion d'en savoir un peu plus sur les intentions des uns et des autres. A noter que la production mondiale de pétrole a inscrit un nouveau record à 101,8 millions de barils/jour. Mais Donald Trump ne l'entend pas de cette oreille là et l'a déjà fait savoir sur Twitter. Quoi qu'il en soit, une chute brutale du prix du baril de pétrole n'est pas une bonne nouvelle pour les marchés financiers car les compagnies pétrolières soutiennent l'investissement.

Brexit or not Brexit ?

Après des mois de négociations, Theresa May semble enfin tenir un accord avec Bruxelles. La frontière entre l'Eire (l'Irlande) et l'Irlande du Nord (qui fait partie du Royaume-Uni) restait comme l'un des principaux points de blocage. Car les Irlandais ne voulaient pas le retour d'une frontière physique. Du coup, c'est un Brexit un peu plus light qui se profile. Ce qui a le don d'agacer les pro-brexit. Pour preuve, près de quatre ministres ont donné leur démission au risque de faire échouer cet accord. Theresa May a défendu le projet devant le gouvernement et après cinq heures de réunion, elle a arraché un accord qui reste fragile. Pire, il ne semble satisfaire personne. Alors, faut-il plutôt un mauvais accord que pas d'accord du tout ? Theresa May, en mauvaise posture semble avoir choisi la première hypothèse.

Que fera l'Europe ?

Inflexible, du moins pour le moment. Le gouvernement italien ne tergiverse pas. Alors que la Commission européenne a rejeté le 23 octobre dernier le budget de l'Italie, Rome ne veut pas bouger d'un pouce son budget et affiche un budget pour l'an prochain avec un déficit de 2,4% du PIB...si la croissance est au rendez-vous. Bruxelles, de son côté, indique que ce budget est incompatible avec une dette abyssale de 130% du PIB. D'un côté, le gouvernement italien veut appliquer son programme pour relancer la croissance basée sur la demande. Un revenu citoyen de 780 € par mois, le recul de l'âge de la retraite...dans un pays qui a le taux de natalité le plus bas après le Japon. Une hérésie ? L'Italie a besoin de retrouver de la compétitivité et donc de favoriser l'offre par une politique d'investissement. Qui l'emportera entre Bruxelles et Rome ? Les marchés joueront un rôle clé dans ce face à face. Si les taux italiens continuent de monter, le gouvernement italien sera sous pression et l'économie de la botte en difficulté. En raison de l'Euro, les dévaluations internes sont désormais impossibles, les déficits sont donc voués à se creuser. Les critères de Maastricht sont-ils encore d'actualité ?

Ce document d'information ne peut être reproduit, communiqué, ou publié, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite de C&M Finances.

Ce document commercial ne saurait être interprété comme un engagement contractuel ou précontractuel de la part de C&M Finances ni comme une sollicitation à la souscription de l'OPCVM cité (des OPCVM cités).

Il est produit à titre purement indicatif et peut-être modifié à tout moment sans préavis.

Les informations (analyses) contenues dans ce document, notamment les informations chiffrées, sont issues en partie de sources externes considérées comme dignes de foi.

C&M Finances attire l'attention de l'investisseur sur le fait que les chiffres cités ont trait aux années écoulées et que les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

C&M Finances ne garantit, par ailleurs et d'aucune manière, les performances courantes ou futures de l'OPCVM cité (des OPCVM cités) dans ce document.

Il est rappelé ici que tout investissement financier comporte des risques (les risques de marché, le risque de perte en capital, le risque de change notamment) pouvant se traduire par des pertes financières. Dès lors, C&M Finances recommande, préalablement à tout investissement, au destinataire du présent document de lire attentivement le DICI et le prospectus de l'OPCVM qui sont tenus disponibles gratuitement en langue française à son siège social ou sur son site internet (www.cm-finances.com) et de s'assurer qu'il dispose de l'expérience et des connaissances nécessaires lui permettant de fonder sa décision d'investissement, notamment au regard de ses conséquences juridiques et fiscales.

La valeur liquidative de l'OPCVM est susceptible de connaître une volatilité élevée du fait de la composition du portefeuille.

Ce document d'information n'a pas pour but de fournir et ne doit pas servir à fournir des conseils d'ordre comptable, juridique ou fiscal ou des recommandations d'investissement. Source: C&M Finances